



Assemblée générale

Cinquante-septième session

Documents officiels

Distr. générale
14 novembre 2002
Français
Original: espagnol

Troisième Commission

Compte rendu analytique de la 3^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 30 septembre 2002, à 15 heures

Président : M. Wenaweser (Liechtenstein)

Sommaire

Point 100 de l'ordre du jour : Prévention du crime et justice pénale (*suite*)

Point 101 de l'ordre du jour : Contrôle international des drogues (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

02-61032 (F)



La séance est ouverte à 15 heures

Point 100 de l'ordre du jour : Prévention du crime et justice pénale (suite) (A/57/3, A/57/64, A/57/135, A/57/152 et Add.1, A/57/153, A/57/154, A/57/158 et Add.1 et A/C.3/57/L.2, A/C.3/57/L.3, A/C.3/57/L.4 et A/C.3/57/L.5)

Point 101 de l'ordre du jour : Contrôle international des drogues (suite) (A/57/3, A/57/88, A/57/127 et A/57/203)

1. **Mme Viotti** (Brésil) souscrit à la proposition présentée par le Costa Rica au nom du Groupe de Rio et fait part de sa satisfaction concernant le rapport du Secrétaire général sur le renforcement du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale (A/57/153), dans lequel sont mises en évidence les activités engagées pour encourager l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des trois protocoles s'y rapportant. La Convention et ses protocoles ont été soumis au Congrès national brésilien en vue de leur approbation. Le rapport fait le point également du travail accompli dans l'élaboration du projet de convention des Nations Unies contre la corruption, qui devrait être achevé d'ici à la fin de 2003. La délégation brésilienne appuie le travail du Comité spécial chargé de négocier le projet de convention, en particulier les efforts qu'il déploie pour arriver à l'exhaustivité et rechercher l'équilibre entre mesures préventives et mesures coercitives.

2. La lutte contre la délinquance transnationale organisée et la promotion de la coopération internationale dans ce domaine revêtent un rang élevé de priorité pour le Brésil. Dans les activités entreprises au niveau national dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, le Brésil a utilisé les documents établis par l'Organisation des Nations Unies en particulier les propositions de la Commission de la prévention du crime et de la justice pénale. Un grand nombre des recommandations de la Commission ont été prises en compte lors de la rédaction et de la mise en pratique du plan de sécurité publique du Brésil, qui a donné ces deux dernières années de bons résultats dans des domaines comme la protection des témoins et les victimes des délits, l'approbation de lois contre le blanchiment de capitaux, l'amélioration de l'efficacité des sanctions et le contrôle du commerce et de la détention d'armes. Au niveau régional, en mars 2002, le Brésil a débattu avec ses associés du MERCOSUR

des ajustements devant être apportés à leurs législations et à leurs politiques de contrôle des armes à feu et des munitions. Pour ce qui est de la lutte contre le blanchiment de capitaux, en 2000 le Brésil a adhéré au Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui a placé le Brésil parmi les 10 pays appliquant dans leur intégralité ses recommandations en matière juridique, financière et de coopération internationale.

3. Une étroite coopération a été établie avec les pays voisins pour lutter avec une plus grande efficacité contre la consommation et le trafic illicites de stupéfiants et les délits connexes. Les délits liés aux stupéfiants ont été l'un des thèmes principaux de la première réunion des Présidents d'Amérique du Sud, qui s'est tenue au Brésil en 2000. Des initiatives ont aussi été lancées dans le contexte de la zone de paix et de collaboration de l'Atlantique Sud et la Communauté des pays lusophones. En mars 2002, le Brésil a participé à une réunion fructueuse du mécanisme de coordination et de coopération en matière de drogues entre l'Union européenne et l'Amérique latine et les Caraïbes. Au plan national, la législation dans ce domaine a été actualisée conformément aux Recommandations de l'Organisation des Nations Unies et les structures administratives ont été rationalisées, avec, par exemple, la création de l'Office national de lutte contre la drogue. Le Programme national contre la drogue, lancé en décembre 2001, répond aux graves préoccupations que ce problème suscite dans la société brésilienne. Ces préoccupations ont aussi amené une participation toujours plus large des entités non gouvernementales à la lutte contre ce fléau.

4. La demande, la production et le trafic de drogues illicites restent des problèmes d'envergure mondiale. Heureusement, chaque jour se renforce la prise de conscience du fait que la lutte internationale contre les stupéfiants est une tâche commune, qui doit être abordée dans un contexte multilatéral et de façon intégrée et équilibrée, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international et dans le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriales des États ainsi que de tous les droits et libertés fondamentaux. Avec l'appui continu et ferme des programmes de coopération internationale fondés sur une stratégie plurielle, tenant compte aussi bien d'aspects comme la prévention et la réhabilitation que

des mesures répressives, les graves difficultés qui subsistent aujourd'hui pourront être surmontées.

5. **M. Gzillal** (Jamahiriya arabe libyenne) estime que les profondes transformations politiques, économiques et sociales que traverse le monde ont donné naissance à de nouvelles formes de criminalité transnationale organisée et à de nouveaux types d'atteinte aux droits et aux libertés fondamentaux, qui peuvent avoir des effets destabilisateurs dans un grand nombre de sociétés et qui affectent tous les domaines de la vie. Parmi les problèmes les plus préoccupants figurent le trafic de stupéfiants, la traite des femmes, des enfants et des immigrants, le commerce illicite d'antiquités, le trafic d'armes et de munitions, les délits contre l'environnement, l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins frauduleuses, notamment le trafic d'organes humains, véritable attentat contre l'humanité. La Jamahiriya arabe libyenne a souscrit à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et aux trois protocoles s'y rapportant, a conclu des accords de coopération bilatérale avec les pays voisins et a participé à un mécanisme régional de lutte contre la criminalité transnationale et le contrôle aux frontières. L'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants ayant pour objectif d'encourager la coopération internationale contre ce type de délits, la délégation de la Jamahiriya arabe libyenne espère que le Secrétaire général encouragera les initiatives pour que cette institution d'une importance vitale pour les pays d'Afrique puisse obtenir les financements dont elle a besoin.

6. La corruption est un fléau qui porte atteinte au droit, à l'éthique et au tissu économique et social et entraîne la dilapidation de ressources financières partout dans le monde et en particulier dans les pays en développement. Il faut donc se féliciter du travail réalisé par le Comité spécial chargé de négocier le texte d'une convention contre la corruption, qui devrait être finalisé en 2003. La Jamahiriya arabe libyenne appuie ce processus et espère qu'il permettra l'adoption de mesures efficaces pour empêcher la corruption et le transfert de fonds d'origine illicite, pour lutter contre ces pratiques et pour favoriser le rapatriement de ces fonds dans leur pays d'origine. Elle espère cependant que la Convention ne sera pas utilisée pour intervenir dans les affaires intérieures des pays. La Jamahiriya arabe libyenne se félicite également des

préparatifs en cours en vue de la tenue en 2005 du onzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, au cours duquel doivent se concrétiser les engagements contractés par les États membres dans le cadre de la Convention contre la criminalité transnationale organisée et la future Convention contre la corruption. Il faut également lutter contre le terrorisme d'État sous toutes ses formes, car il s'agit toujours d'une forme de criminalité organisée qui menace l'ensemble de la communauté internationale. Conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, la communauté internationale se doit d'établir une définition précise du terrorisme, en le distinguant du droit des peuples à la libre détermination et à la résistance contre l'occupation étrangère et en évitant tout type de discrimination ou de partialité dans ses critères. La communauté internationale doit souscrire aux deux conventions et aux autres traités internationaux analogues et étudier des mécanismes pour mettre fin à toutes les formes de criminalité transnationale.

7. **M. Tesch** (Australie) fait savoir que son pays est totalement d'accord avec la position adoptée dans la Déclaration de Vienne sur la criminalité et la justice de 2000, dans laquelle il est demandé à la communauté internationale de prendre des mesures concertées pour résoudre les problèmes posés par la criminalité transnationale. Le trafic et la traite de personnes sont deux des principales formes de cette criminalité et sont fréquemment accompagnés d'autres délits, comme la falsification de documents, le blanchiment de capitaux et le trafic de drogues. L'Organisation internationale des migrations estime que les activités liées au trafic et à la traite de personnes génèrent dans l'ensemble du monde des revenus annuels de l'ordre de 10 000 millions de dollars des États-Unis. Le trafic de personnes constitue une menace directe contre la souveraineté des États, alors que les déplacements illégaux de demandeurs d'asile érodent l'efficacité et l'intégrité du système international de protection des réfugiés et peuvent nuire à l'appui public aux programmes légitimes de migration. L'Australie a adopté des lois et d'autres mesures pour réprimer, juger et condamner les responsables de ces activités, saisir les revenus qu'elles génèrent et prendre dûment soin des personnes soumises au trafic. Mais aucun pays ne peut s'attaquer seul à un problème qui, de par sa nature internationale, ne peut être résolu que par des mesures

coordonnées et concertées mises en oeuvre par des voies bilatérales, régionales et multilatérales.

8. Au plan régional, le processus lancé lors de la Conférence ministérielle régionale sur le trafic illicite de migrants, la traite des personnes et la criminalité transnationale qui y est associée, tenue à Bali en 2002, revêt un rôle fondamental pour internationaliser la question et compléter le travail important réalisé par le Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale. À l'occasion de cette Conférence, présidée conjointement par l'Indonésie et l'Australie, les ministres de trente-huit pays se sont engagés à adopter des mesures de coopération dans toute la région pour mettre fin à la traite de personnes, en s'attachant en particulier à prévenir les délits. Deux groupes spéciaux d'experts, coordonnés par la Nouvelle-Zélande et la Thaïlande, ont été établis pour s'occuper de l'échange régional d'informations, de l'incrimination dans tous les pays du trafic de personnes humaines et du renforcement de la coopération régionale en matière policière. L'aspect le plus notable du processus de Bali est la volonté d'intégrer les initiatives régionales avec les autres programmes de coopération au niveau mondial, les participants ayant reconnu que le trafic et la traite de personnes constituent un problème international dont la solution ne peut être qu'internationale. Les réunions d'experts présenteront des rapports sur le déroulement de leurs travaux avant la Conférence ministérielle, qui se tiendra à Bali au début de 2003.

9. La délégation australienne appuie l'initiative du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés visant à étudier le phénomène des mouvements secondaires de population, c'est-à-dire les situations où des personnes abandonnent un pays qui leur offrait une protection contre la persécution pour s'installer dans un autre. L'Australie souhaiterait également que le système des Nations Unies accorde une plus grande attention au problème des déplacements illégaux de personnes et qu'il y ait une meilleure coordination des activités dans ce domaine.

10. **M. Chuquihua** (Pérou) se joint à la déclaration prononcée lors de la session antérieure par le représentant du Costa Rica au nom du Groupe de Rio et reconnaît l'importance de l'intervention prononcée devant la Commission par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues. Le gouvernement et le peuple du Pérou ont engagé une lutte sans merci contre

le trafic illicite de stupéfiants, qui est l'un des maux les pires auxquels est confrontée l'humanité et en particulier la région andine. Pourtant, le caractère mondial de ce phénomène exige la participation active et permanente de toute la communauté internationale sur la base du principe de la responsabilité partagée. Le Pérou propose donc que soit mené un large effort de coopération internationale au moyen de l'établissement de mécanismes bilatéraux et multilatéraux qui permettent de mieux répondre à ce phénomène multidimensionnel et complexe.

11. Le travail réalisé sur ce front au Pérou durant la décennie passée a été très positif, comme le montre le fait que sur les 125 000 hectares consacrés à la culture du cocaïer en 1990 et il n'en reste plus que 34 000. Divers facteurs ont contribué à ce résultat, entre autres des mesures d'interdiction efficaces, le démantèlement des groupes terroristes, la chute prononcée du prix de la feuille de cocaïer et l'abandon qui a suivi de cette culture. Cependant, depuis 1999, divers faits se sont produits qui ont eu une importante répercussion dans la lutte contre le trafic illicite de drogues : une augmentation des prix a commencé qui a une incidence négative sur le processus d'abandon des cultures; la pauvreté a sensiblement progressé dans le pays et les agriculteurs cultivant le cocaïer ont manifesté leur mécontentement à l'égard des programmes d'activités de substitution, de sorte que l'éradication commence à faire l'objet d'une forte opposition.

12. Face à cette situation, le Gouvernement péruvien a redoublé d'efforts et élaboré une stratégie intégrée dans quatre secteurs interdépendants (mesures d'interdiction; activités de substitution; éradication volontaire ou non; et prévention de la consommation de stupéfiants), afin de neutraliser le trafic illicite de drogues dans le pays au moyen de la réduction du prix de la feuille de cocaïer, de la diminution des zones cultivées, de l'élévation du niveau de vie des paysans des zones productrices et du maintien de la paix et de la sécurité dans le pays. Les mesures d'interdiction restent un important instrument pour bloquer les voies de sortie de la drogue, faciliter la destruction de laboratoires et contrôler les précurseurs chimiques utilisés dans l'élaboration du chlorhydrate de cocaïne. Les activités de substitution, qui sont un autre instrument d'action fondamental, visent à réduire la pauvreté dans les zones productrices de cocaïer au moyen de la promotion d'activités économiques durables et légales. Des éléments nouveaux ont été

introduits dans le processus d'éradication obligatoire et volontaire, notamment le paiement des journaliers, la fourniture d'une aide alimentaire et le soutien de projets productifs et de travaux communs afin de réduire les conflits sociaux. Pour ce qui est de la prévention de la consommation, des mesures sont adoptées pour réduire la consommation interne et améliorer les services d'aide aux toxicomanes afin d'arriver à leur pleine réinsertion sociale.

13. Dans ce contexte, il faut souligner que, dans de nombreux pays de la région, il est devenu impératif de répondre aux besoins sociaux de plus en plus pressants qui se font jour comme suite aux ajustements économiques nécessaires, mais qui pourraient rendre peu viables les objectifs de la lutte contre le trafic de drogues et mettre en danger le maintien d'un gouvernement démocratique.

14. Enfin, M. Chuquihuara souligne qu'il importe de promouvoir des courants stables d'investissement et d'accorder un accès préférentiel aux produits des pays confrontés aux problèmes de la culture et du trafic illicites de drogues. À cet égard, il se félicite du rétablissement récent de la Loi de préférences douanières andines, finalement approuvée par le Congrès des États-Unis d'Amérique.

La séance est levée à 15 h 45.